

Génocide au Rwanda

Un rapport sur le rôle de la France alimente la polémique

Marc Thibodeau

La Presse, 6 avril 2021

Un rapport qui montre du doigt les responsabilités « lourdes et accablantes » de la France dans le processus ayant mené au génocide rwandais alimente la polémique sur les actions de l'ex-puissance coloniale dans le petit pays d'Afrique centrale.

L'enthousiasme affiché par le président de la République, Emmanuel Macron, envers le rapport, décrit comme une « *avancée considérable* » susceptible de mener à un « *rapprochement durable* » avec Kigali, contraste avec les commentaires mordants de militants et de journalistes français qui y voient plutôt une nouvelle tentative d'exonération.

L'association Survie, qui dénonce depuis longtemps le rôle du gouvernement et de l'armée français au Rwanda, déplore que la commission d'historiens, chargée il y a deux ans de se plonger dans les archives nationales, ait écarté dans ses conclusions l'accusation de « *complicité de génocide* » au prétexte que « *l'intention génocidaire* » du régime rwandais de l'époque « *n'était pas partagée par*

Paris ».

Ce verdict, souligne-t-on, se base sur une définition trop étroite de la notion de complicité, puisque « *celui qui aide le criminel, en connaissance de cause, avec un effet sur le crime commis* » peut se rendre coupable « *sans pour autant partager son intention* ».

« À l'évidence, la Commission est sortie de son rôle d'analyse historique pour endosser un rôle politique au service du pouvoir. » Les dirigeants de l'organisme Survie

Ils accusent notamment le gouvernement français d'avoir livré des armes aux génocidaires rwandais alors qu'étaient perpétrés les massacres.

Une vérité « niée depuis près de 30 ans »

Les rebelles tutsis, menés par Paul Kagame, qui dirige aujourd'hui le Rwanda d'une main de fer, avaient réussi à prendre le

contrôle du pays en juillet 1994, trois mois après que les extrémistes hutus au pouvoir eurent lancé leur projet d'extermination et chapeauté l'exécution de plus de 800 000 Tutsis et de Hutus modérés.

Les massacres ont commencé peu de temps après qu'un avion transportant le président du Rwanda Juvénal Habyarimana eut été abattu par un missile sol-air à son approche de l'aéroport de Kigali.

Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry, qui scrute depuis des années le rôle de la France dans le génocide, a indiqué dans une récente tribune au quotidien *Le Monde* que le rapport de la commission d'historiens, rendu public il y a 10 jours, met « *brutalement* » la France face à une vérité « *niée depuis près de 30 ans* » par une poignée d'hommes d'État qui cherchaient à écarter par leur discours « *négationniste* » leurs propres responsabilités.

« *Le brouillard longtemps entretenu autour du rôle de Paris dans l'extermination des Tutsis du Rwanda se dissipe* », affirme le journaliste, qui accueille par ailleurs avec scepticisme la conclusion des historiens sur la question de la complicité de génocide.

Que la Commission « *se soit sentie obligée de préciser qu'a priori "rien" ne viendrait démontrer* » une telle implication, cela montre que la question s'est posée aux historiens « *avec une force incontestable* », dit M. de Saint-Exupéry.

Marie Lamensch, coordonnatrice de l'Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits de la personne de l'Université Concordia, note qu'il est difficile de croire que les autorités françaises de l'époque, sous la

gouverne du président François Mitterrand, n'aient pas compris qu'un génocide se préparait.

« Il fallait être complètement aveugle et se boucher fermement les oreilles pour ne pas comprendre que ça s'en venait. » Marie Lamensch, coordonnatrice de l'Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits de la personne de l'Université Concordia

L'analyste pense que le chef d'État français, qui a activement soutenu le régime Habyarimana dans les années précédant le génocide, n'a pas pris la mesure de la dérive extrémiste des dirigeants hutus parce qu'il était obsédé par sa vision « *ethniste* » du FPR, considéré comme une force étrangère sans légitimité politique.

La commission d'historiens relève que le président français était convaincu que le Rwanda francophone faisait face depuis 1990 par l'entremise du FPR à une offensive anglosaxonne venue de l'Ouganda voisin et que la situation justifiait la livraison « *avec célérité* » à Kigali de quantités considérables d'armes et de munitions et l'implication des forces armées françaises dans la formation des forces armées gouvernementales.

L'analyse, note Mme Lamensch, omettait de prendre en considération le fait que nombre de combattants du FPR étaient les enfants de Tutsis forcés de fuir le Rwanda des décennies plus tôt pour échapper à des tueries ethniques, décrites comme des « *pogroms* » par la commission d'historiens.

Un « aveuglement continu »

Le rapport de la commission relève que le président Mitterrand et son entourage ont fait preuve d'un « *aveuglement continu* » dans leur soutien à un régime « *raciste, corrompu et violent* ».

Aucun des documents d'archives consultés depuis la mise sur pied de la commission il y a deux ans ne permet cependant d'affirmer que la France a voulu « *s'associer à l'entreprise génocidaire* » des extrémistes hutus, indiquent les auteurs.

La question alimente depuis des années les tensions entre Paris et Kigali, qui s'apprête une fois de plus à commémorer le génocide.

Paul Kagame a souvent accusé publique-

ment le gouvernement français de vouloir se dédouaner de ses responsabilités, notamment en alimentant la thèse que le FPR aurait abattu l'avion du président Juvénal Habyarimana, alors que de nombreux experts y voient plutôt l'action d'extrémistes hutus désireux de mettre le feu aux poudres.

Emmanuel Macron a multiplié les ouvertures envers le régime de l'homme fort rwandais depuis son arrivée au pouvoir, notamment en soutenant en 2018 la nomination de l'ex-ministre des Affaires étrangères du pays africain Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie.

Le rapport des historiens, décrit par Kigali comme un « *pas important vers une compréhension commune du rôle de la France dans le génocide* », s'inscrit dans les efforts de rapprochement diplomatiques en cours.